



HAL
open science

Introduction Lieux de colère, spatialisation des luttes, territorialisation du politique

Dominique Chevalier, Mariette Sibertin-Blanc

► **To cite this version:**

Dominique Chevalier, Mariette Sibertin-Blanc. Introduction Lieux de colère, spatialisation des luttes, territorialisation du politique. *Géographie et cultures*, 2021, *Géographie de la colère. Ronds-points et près-carrés*, 114, pp.5-15. 10.4000/gc.14713 . hal-03121637

HAL Id: hal-03121637

<https://hal.science/hal-03121637>

Submitted on 26 Jan 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

INTRODUCTION

LIEUX DE COLERE, SPATIALISATION DES LUTTES, TERRITORIALISATION DU POLITIQUE

Dominique CHEVALIER

Université Claude Bernard Lyon 1 dominique.chevalier@univ-lyon1.fr

Mariette SIBERTIN-BLANC

Université de Toulouse 2 sibertin@univ-tlse2.fr

Ce numéro de *Géographie et Cultures* ambitionne de questionner les traductions spatiales des colères, à différentes échelles. En 2007 Arjun Appadurai mettait en lumière les faces obscures de la mondialisation à travers un ouvrage au titre évocateur *Géographie de la colère. La violence à l'âge de la globalisation* (Titre original : *Fear of Small Numbers*). Au fil des chapitres, violences, exclusions et montée des inégalités étaient croisées et analysées, à une échelle essentiellement globale.

Dans un contexte de crise économique, de luttes altermondialistes et démocratiques, la première décennie du XXI^e siècle a été le théâtre de contestations sociales marquées par un ancrage spatial des revendications et des luttes... À l'instar de Bruno Latour, nous pensons que si le XIX^e siècle a été l'âge de la question sociale, le XXI^e est [devenu *celui*] de *la nouvelle question géo-sociale* » (2017, p. 83). Et cette « géo-socialité » vient plus particulièrement s'ancrer au sein de certains lieux. Ainsi, depuis le succès de la Révolution du Jasmin tunisienne (2010-2011), les Printemps arabes restent globalement associés à la foule rassemblée place Tahrir, au Caire, symbole de la révolution égyptienne (2011), tandis que la place de la Puerta del Sol, à Madrid, se trouve corrélée au rassemblement de los Indignados, celle de Zuccotti Park (New York) à Occupy Wall street, ou encore Nuit debout, place de la République, à Paris. Ces lieux, symboles de revendications, sont, du moins temporairement, devenus des espaces/temps singuliers, des « *hyper-lieux urbains ubiquitaires* » (Lussault, 2017, p. 122) d'expressions populaires contestataires, et aussi de réflexion collective pour une démocratie active (Zask 2018). Il s'agit bien de mieux localiser le champ de « *bataille des imaginaires* » (Damasio 2020) et de laisser une trace, tant dans l'espace que dans les mémoires de ces luttes idéologiques, de ces colères collectives. Ces modalités spatialisées et spatialisantes du refus, dont la tente « Quechua deux places »¹ en a été le symbole en termes d'habitabilité, s'incarnent aussi en dehors de ces haut-lieux urbains. À cet égard, la Zone à Défendre de Notre Dame des Landes (1650 hectares) reste exemplaire de cette expérience largement médiatisée (Barbe, 2016). Dans cette mobilisation-là, les tentes ont été remplacées par les fameuses cabanes en bois, symboles de la lutte victorieuse contre le projet d'aéroport².

Des printemps arabes aux Gilets jaunes, du mouvement Black Lives Matter aux Mouvement #MeToo et marches pour le climat, sans compter, plus récemment,

¹ Ces tentes sont également des symboles de misère et de grande précarité car elles sont bien souvent le seul abri des SDF et des migrantEs aux regards extérieurs.

² Des architectes, urbanistes, penseurs, citoyens ont d'ailleurs lancé un appel, en 2018, pour défendre cette nouvelle manière d'habiter, expérience d'avenir <https://www.change.org/p/edouard-philippe-comme-%C3%A0-la-zad-de-notre-dame-des-landes-d%C3%A9fendons-d-autres-mani%C3%A8res-d-habiter-ecdb6060-1882-40f4-bc8d-901836fe5208>;

les mécontentements liés à la gestion de la crise sanitaire liée à la pandémie de la Covid19, la colère semble aujourd'hui un puissant dénominateur commun de manifestations disparates.

Une spatialisation des luttes et des colères

L'idée de ce numéro née en mars 2019, précisément intitulé *Géographies de la colère. Ronds-points et prés carrés*, a germé dans le contexte d'une actualité marquée par le mouvement des Gilets jaunes. Pour Myriam Benraad (2020), ces derniers sont d'ailleurs en quelque sorte une continuation du mouvement initié par les Indignés. Dès ses prémices, il fut aussi celui de la recomposition de symboles géographiques et de l'apparition de nouvelles polarités : aux grandes places urbaines iconiques des mouvements précédemment évoqués ont succédé les ronds-points³ et les parkings de supermarchés comme points d'ancrages des luttes et des rassemblements⁴. Appropriés et mis en scène, notamment par l'édification de cabanes ou campements, ces paysages et décors ordinaires du périurbain⁵, devenus haut-lieux de luttes et de rassemblements, sont significatifs et signifiants d'un point de vue socio-spatial : les acteurs et actrices de ces mobilisations appartiennent plutôt aux classes populaires (Charmes, 2019 ; Coquard, 2019)⁶. Dans ce numéro, l'article de Nicolas El Haïk-Wagner offre d'intéressantes hypothèses de théorisation pour décrypter le rôle de ces ronds-points au travers d'éléments ethnographiques et des philosophies latouriennes et post-matérialistes.

Plus largement, le mouvement des gilets jaunes a contribué à ancrer dans le débat public une analyse sociale et politique *par* l'espace : l'espace comme lieu de mobilisation, l'espace comme expression d'un abandon de la part de l'État du fait de la fermeture des services publics, l'espace comme expression de rapports sociaux profondément inégalitaires, l'espace comme enjeu de justice spatiale... Cette révolte, inédite à bien des égards dans l'histoire des luttes sociales en France, a interrogé de nombreuses observatrices et observateurs des sciences sociales. Après de premières analyses « à chaud » qui traduisaient l'impossibilité de mobiliser les grilles d'analyse classiques des mouvements sociaux et de l'inscription spatiale des luttes, l'année 2019 a été particulièrement féconde en ouvrages et articles qui, depuis cet appel, sont venus éclairer les nuances et réalités plurielles du mouvement (cf. la bibliographie).

³ Étonnamment, le Centre National de Ressources Textuelles et Lexicales mobilise l'exemple du rond-point des Champs Élysées à Paris pour expliciter ce qu'est un rond-point.

⁴ Lorsque Paris devient le théâtre des revendications des Gilets jaunes, ce sont les Champs-Élysées qui sont investis, et non la Place de la République, contrairement à Nuit Debout et au mouvement des foulards rouges. Bien sûr, il s'agit là de « la plus belle avenue du monde » si l'on en croit Achille Hermant (1856), et c'est par ailleurs un géosymbole historique, économique et touristique parisien évident, surtout pour les non-Parisiens. Mais finalement, au regard de la note précédente, ne faudrait-il pas aussi, de manière extrêmement subliminale, y voir un effet « rond-point » ?

⁵ L'Insee définit le périurbain en dépendance par rapport à la ville-centre et désigne par « communes périurbaines » celles dont au moins 40 % de la population active travaille dans un ou plusieurs pôles urbains de 1 500 emplois ou plus.

⁶ Il ne faudrait toutefois pas réduire le périurbain à ces catégories-là. En réalité il existe plutôt DES périurbains, au pluriel, car si ces espaces aux périphéries des villes et des métropoles sont composés d'employés et d'ouvriers qualifiés, d'autres personnes issues des classes moyennes ou moyennes supérieures ont également fait le choix de l'habitat individuel. La différence entre les différents spectres de cette « classe moyenne » (catégorie construite il y a plus de 50 ans), c'est que les « moyennes supérieures » ont les ressources financières pour assurer et assumer leurs mobilités.

La question des violences et des colères s'est rapidement trouvée au cœur des débats, sans d'ailleurs que la tactique du maintien de l'ordre adoptée par les autorités et l'usage des armes dites « de forces intermédiaires » liées au mode d'intervention des forces de l'ordre ne soient véritablement remises en cause dans les médias grands publics⁷.

Les colères, les utopies, les révoltes mais aussi les violences des Gilets jaunes, hantés par la possibilité et la crainte d'un déclassement, ont ravivé à la fois la question des inégalités territoriales, et l'angoisse éprouvée par les populations résidant dans des zones parfois délaissées par les services publics, les entreprises, les lieux éducatifs, associatifs et culturels (Lecler, 2019 ; Taulelle *et al.*, 2019). Dans ce contexte de déprise, une voiture en état de marche s'avère essentielle pour pouvoir effectuer quotidiennement les innombrables kilomètres qui permettent d'accompagner les enfants à l'école et aux activités périscolaires, d'aller au travail, d'aller faire les courses, d'aller consulter un médecin... En bref, d'accéder à ce qui constitue le socle de cohésion nécessaire à la vie quotidienne et au vivre ensemble (Barthe et Sibertin-Blanc, 2018). Ces tâches sont d'ailleurs généralement effectuées par les femmes, lesquelles étaient bel et bien présentes sur les ronds-points, comme dans les mouvements populaires en général. Grâce à l'absence revendiquée de porte-paroles, elles ont plus facilement trouvé leur place et pris la parole que dans d'autres conflits sociaux⁸. Les manifestations des femmes, au sein des divers mouvements de revendication, interpellent, non pas en tant que « communautés » (Zancarini-Fournel, 2019a) mais en tant que parties prenantes. Certaines refusent de se considérer comme féministes, et se revendiquent plutôt comme féminines, à l'image de Karen, infirmière de 42 ans, l'une des fondatrices du groupe Facebook « Femmes gilets jaunes ». Leur présence se pose en effet différemment, notamment après les violences du mois de décembre. Début janvier, elles apparaissent séparément, manifestent pacifiquement afin de donner une autre image du mouvement, plus conforme à la conception traditionnelle des rôles féminins. D'autres, à l'inverse, adoptent des comportements féministes plus revendicatifs (Zancarini-Fournel, 2019b). Les solidarités féminines telles qu'elles peuvent se manifester au service du groupe domestique, notamment pour pallier la rareté des ressources ou pour limiter le poids des contraintes sur les enfants, ne s'agencent que très difficilement avec les modèles pavillonnaires souvent isolés géographiquement (Lambert, Dietrich-Ragon, Bonvalet, 2019). Cette situation de précarité géographique et sociale s'aggrave encore lors des ruptures biographiques (veuvage, séparation).

Ainsi, si le droit à la ville n'a pas été revendiqué en tant que tel lors de ces derniers mouvements, c'est bien le droit à un traitement égalitaire et à l'accès à des services publics de qualité partout et pour touTEs qui a pu s'exprimer, au cours de cette colère jaune. À cet égard, l'article de Ygal Fijalkow et François Taulelle exprime avec force l'attachement des Françaises et des Français à la carte égalitaire, établie au moment de la Révolution française, des services publics régaliens reposant sur la notion de proximité.

⁷ L'usage du LBD 40x46 dans le cadre du maintien de l'ordre a pourtant été très critiqué, en particulier par le Défenseur des droits Jacques Toubon, dans un rapport, dès décembre 2017. D'autres sources telles que celle de « Allo Place Beauvau » du journaliste D. Dufresne ou « Le mur jaune » recensent les morts et blessés causés par leurs usages récurrents lors des manifestations des Gilets jaunes (1 décès, 5 mains arrachées, 25 éborgnés et des centaines de blessésEs).

⁸ <https://www.franceculture.fr/politique/gilets-jaunes-un-apres-les-femmes-restent-au-coeur-du-mouvement>

Peut-on considérer qu'une nouvelle géographie des mobilisations a été produite, voire inventée *avec et par* ce mouvement que l'on qualifie de hors norme si l'on considère à la fois l'ampleur du mouvement, sa radicalité et sa durée, le soutien qu'il a reçu d'une partie de l'opinion publique, le malaise qu'il a créé auprès des organisations syndicales et politiques, l'inquiétude qu'il a suscité dans les sphères du pouvoir et l'hyper médiatisation dont il a fait l'objet ? Sans surprise, comme l'appel à articles les y invitait, plusieurs auteurs se sont saisis de cette opportunité et analysent ici, à travers diverses approches, ce temps socio-politique particulier. Étonnamment, ce sont exclusivement des collègues masculins qui ont répondu à cette dimension *ambrée* de l'appel⁹. La colère est toutefois une force qui s'exprime et se conjugue à différentes échelles, et pour des motifs pluriels. Romain Garcia s'est quant à lui intéressé aux oppositions allant à l'encontre des projets éoliens, alors que l'énergie éolienne, au centre des politiques environnementales et énergiques, est actuellement une des « énergies vertes » la plus « mature » dans le pays.

Deux textes traitent par ailleurs de l'expression spatiale de colères d'une autre nature. Éva San Martin aborde une géographie du sexisme ordinaire qui rappelle « *l'emprise spatiale de la violence conjugale* » et la colère qui en résulte comme terreau fécond pour des actions permettant de tisser des liens de sororité au-delà des frontières nationales et des cercles strictement féministes. Charlotte Recoquillon évoque quant à elle un sujet d'une autre actualité : celles des morts répétées de NoirEs américainEs aux mains de la police. Elle montre comment le mouvement *Black Lives Matter* contribue à la lutte contre le racisme systémique par la déconstruction des stéréotypes racistes et la production de représentations alternatives. Enfin, une interview avec Myriam Benraad vient conclure ce numéro. Autrice du livre *Géopolitique de la colère. De la globalisation heureuse au grand courroux* (2020), elle explique comment elle analyse ce « qu'être en colère » signifie et comment cette émotion se manifeste à l'échelle planétaire. Internet et les réseaux sociaux affectant la vie de plusieurs milliards d'individus, la diffusion de la colère à large échelle et sur tous les thèmes géopolitiques a des répercussions considérables, jugées bénéfiques ou dommageables. Précisément Sylvain Genevois étudie dans ce numéro comment, avec l'internet, la carte est devenue un puissant outil de communication et l'usage de la cartographie un moyen de contestation et de contre-pouvoir. Les cartes de manifestations des Gilets jaunes revêtent un caractère éminemment politique dans l'usage politique qui en est fait.

Qualifier les lieux de luttes et de colère

Les ronds-points, spatialisation de l'agentivité des gilets jaunes selon Nicolas El Haïk-Wagner, resteront le symbole d'une mobilisation alors jamais observée en France. S'ils ont trouvé un pendant souvent plus médiatisé dans les centres-villes au fil des manifestations en actes des samedis (Alexandre Grondeau, Nicolas El Haïk-Wagner), ils demeurent la principale innovation socio-spatiale de ce temps de colère : des lieux jusqu'alors usités au quotidien pour fluidifier un mode de vie basé sur la voiture, désormais appropriés par une protestation collective, devenant non plus un point de transit mais un lieu de sédentarité, de convivialité et de solidarité (Luc Gwiazdzinski et Bernard Floris). Mus en lieux de rencontres et d'échanges, ils ont été les espaces de diffusion de messages politiques telle que la

⁹ Sans doute, s'agit-il là d'un étrange hasard. Mais l'absence totale de proposition d'articles sur ce sujet émanant de femmes-chercheuses interroge quelque peu.

revendication du RIC (référendum d'initiative populaire). Ces effets inattendus de politisation des Gilets jaunes et les questionnements du fonctionnement démocratique qui en ont découlés sont éclairés par la compréhension des relations interpersonnelles qui se sont tissées dans ces micro-territoires : l'analyse en détail des agencements et des occupations au quotidien permet de comprendre comment ces scènes d'action collective se sont constituées (Luc Gwiazdzinski et Bernard Floris).

L'activité de ces lieux, « *terrains d'action stratégique* » (Nicolas El Haïk-Wagner), s'est ainsi imposée dans une actualité qui n'a pas échappé aux logiques de communication, par le biais des réseaux sociaux d'une part, et d'une riche cartographie, devenue elle-même instrument de lutte et de pouvoirs dans ce conflit d'autre part (Sylvain Genevois).

Est-ce à dire que les ronds-points, par le biais de leur « *détournement provisoire* » (Alexandre Grondeau) seraient devenus les étendards assumés d'une catégorie spatiale souvent stigmatisée ? Le périurbain aurait-il redoré son blason, passant de cette désormais fameuse *France moche* dénigrée par *Télérama* à celle qui bouscule les catégories d'analyse (Collectif, 2019) ? Sans aller aussi loin, Philippe Genestier et Claudine Jacquenod-Desforges analysent dans quelle mesure la spatialisation de ce mouvement et ses expressions éclairent de forts contrastes de mode de vie et d'aspiration, déployés dans l'espace et largement révélés plus récemment par la crise sanitaire. Selon ces deux auteurs, dans ce mouvement des Gilets jaunes, le lien entre espace et colère est double : l'espace reçoit et met en scène une colère vive, et concomitamment ses caractéristiques - au moins dans les représentations générales : dégradé, relégué, délaissé - deviennent source de colères. C'est ce qu'observent autrement Ygal Fijalkow et François Taulelle à travers la rétractation des services publics. En permettant une mise en contexte plus général de la colère des Gilets jaunes, les auteurs démontrent que l'attachement à la proximité et à l'accessibilité dépassent l'enjeu individuel du service rendu pour atteindre une revendication collective en faveur de la qualité des lieux et de l'identité des communautés locales dans les espaces de faible densité. Dans ces espaces-là, Romain Garcia étudie pour sa part la manière dont les campagnes deviennent le théâtre de nouvelles évolutions, paysagères, économiques et sociales. L'éolien permet ainsi de leur assurer des retombées économiques bienvenues, dans un contexte de diminution des dotations de l'État pour les collectivités territoriales. Toutefois, son analyse montre que la multiplication des installations éoliennes dans divers territoires ruraux, en France comme en Europe, a contribué à une augmentation des conflits d'usages.

Sentiments d'injustice et colères

La journée de mobilisation du samedi 24 novembre 2018 a été symptomatique du télescopage de colères plurielles. Cette journée de l'acte 2 des Gilets jaunes, retenue pour manifester contre la hausse des taxes et l'inégalité fiscale, coïncidait avec le jour choisi depuis des mois par le collectif féministe #NousToutes pour dénoncer les violences sexistes et sexuelles. Plusieurs voix s'étaient élevées pour demander aux Gilets jaunes de ne pas manifester ce jour-là, afin de laisser la voie libre à la marche contre les violences faites aux femmes, comme en témoigne le tweet de l'ancienne Ministre des Familles, de l'Enfance et des Droits des Femmes Laurence Rossignol¹⁰ : « Le 24 novembre, il y a déjà la manifestation

¹⁰ Du 11 février 2016 au 10 mai 2017.

#NousToutes contre les violences faites aux femmes. Ce serait très gentil de la part des #GiletsJaunes de laisser les ronds-points fluides... ». Outre l'aspect quelque peu condescendant, voire sardonique, de l'usage des termes « *ce serait très gentil* », suivi de « *Merci d'avance* », l'instrumentalisation et la mise en concurrence de cette Marche aux dépens d'une autre lutte est évidente. Pourtant, Place de la Comédie à Montpellier, c'est bien une concordance des luttes qui s'est réalisée, matérialisée par une haie d'honneur effectuée par les Gilets jaunes pour laisser passer les participantEs de cette marche.

Fondé dans les années 2000, le mouvement #MeToo a rendu apparent ce que tout le monde savait mais taisait, par crainte ou par complicité, implicite voire explicite. Dans *Rage Becomes Her : The Power of Women's Anger* (2018), Soraya Chemaly analyse la « compétence colérique » des femmes que #MeToo a su dévoiler. Elle montre combien la colère reflète le signe d'un élan vital, catalyseur de changement et conspue le cliché misogyne selon lequel un « homme en colère » est synonyme de détermination et de caractère, alors qu'une « femme en colère » est généralement perçue comme « hystérique ». C'est précisément dans cette veine qu'Éva San Martin analyse les effets de l'emprise et du contrôle opéré par la violence conjugale. Elle montre, dans ce numéro, combien les agressions répétées s'attaquent à la possibilité d'habiter, à la capacité d'avoir un territoire à soi, que ce soit à l'intérieur ou l'extérieur du domicile. La colère qui peut advenir est à l'origine d'actions et de revendications individuelles et/ou collectives. Cette colère porte et reflète la capacité des femmes à faire alliance entre elles et à tisser des liens de sororité par-delà les frontières.

Semblablement, à propos des violences effectuées à l'encontre des NoirEs américainEs, Charlotte Recoquillon souligne l'ampleur et la continuité des violences policières et leur insertion dans un système plus large d'oppression raciale et analyse la manière dont, à travers le mouvement *Black Lives Matter*, les NoirEs américainEs ont trouvé là un espace d'expression et de canalisation de leurs colères, et un espace d'action collective permettant l'expérience de la solidarité dans un climat social et politique hautement conflictuel.

Les grands défis de la colère, latente, larvée ou exprimée se heurtent depuis un an à la pandémie de Covid19. Aucun texte ne vient questionner cette dimension, inexistante jusqu'à la date limite d'envoi des textes (15 septembre 2019). Cependant, à la suite de Fabian Scheidler (2020), nous pouvons d'ores et déjà affirmer que, à toutes les échelles, « le chaos [a] fait irruption dans notre quotidien. Et cette pandémie occasionne déjà de nouveaux motifs de colères ».

Enfin, à une échelle nationale, nous ne pourrions raisonnablement pas terminer cette introduction de numéro sans évoquer la colère qui touche notre monde académique, majoritairement opposé au Projet de Loi de Programmation de la Recherche (LPR) pour les années 2021 à 2030, portant diverses dispositions relatives à la recherche et à l'enseignement supérieur, présenté le 24 juillet 2020, adopté en première lecture à l'Assemblée nationale le 23 septembre 2020 avant de passer (en procédure accélérée) au Sénat les 29 et 30 octobre 2020. À l'heure où nous écrivons ces lignes, nous ne pouvons anticiper les termes de la loi définitive. Toutefois, il convient de rappeler, avec force, combien, de manière régulière et constante, les conditions d'études et de travail dans les universités se sont dégradées. L'Université française fonctionne aujourd'hui en s'appuyant sur un

système d'exploitation des enseignantEs vacataires, et sur des chercheur·ses précaires, en raison de la pression à la publication qui pèse sur les doctorantEs, somméEs de participer et d'organiser des colloques scientifiques, et qui finalisent leur travail de thèse grâce au RSA (Revenu Solidarité Active), à l'assurance chômage ou au travail non déclaré. Dans ces conditions, les docteurEs sans poste deviennent un vivier de main d'œuvre précaire qui sert à pallier la réduction des recrutements de postes de titulaires à l'université et dans la recherche (-36% pour les maîtres et maîtresses de conférences entre 2012 et 2018 et -40% pour les professeurEs d'université). Inévitablement, la diminution des titulaires fait peser sur celles et ceux qui sont en poste une charge croissante, se traduisant par des services démultipliés et des heures supplémentaires (régulièrement proche d'un demi-service) non désirées. Enseignements, vie des étudiants, recherches, condition de vie des enseignantEs : tout et tout le monde se trouvent perdants. Ironie du sort, l'absurdité de cette logique néolibérale est particulièrement flagrante dans la période de pandémie qui nous accable : Bruno Canard et son équipe, virologues spécialistes des virus à ARN (acide ribonucléique) dont font partie les coronavirus, avaient bénéficié de nombreux financements suite à l'irruption d'un virus de la famille du Covid-19 en 2003. Néanmoins, la dissipation de l'alerte créée par cette première épidémie s'est traduite par la disparition des fonds permettant de continuer les recherches déjà engagées, dont la priorité était implicitement revue à la baisse. Pris au dépourvu, au plus fort de la première vague de la crise sanitaire, le ministère a publié un « appel à projets flash covid19¹¹ ». Plutôt que de financer massivement ces projets de recherche, il a préféré mettre en concurrence les équipes. Partout, et toujours, cette recherche inégalitaire et « darwinienne », pourtant dénoncée de longue date par les universitaires et les chercheurEs, se trouve mise en oeuvre. Un collectif de revues en luttés s'est constitué pour dénoncer ces dégradations des conditions de travail et exprimer sa colère. Le précédent numéro de Géographie et Cultures porte d'ailleurs exclusivement sur cette dénonciation des « sciences en danger¹² ».

« Tu comprends, un homme, c'est capable de se tourmenter, de se tracasser et de se ronger les sangs jusqu'à ce qu'un beau jour il finisse par se coucher et mourir, quand le cœur lui manque. Mais si on l'entreprend et si on le met en colère, eh ben, il s'en sort ».

John Steinbeck
« Les raisins de la colère »

Bibliographie :

APPADURAI, A. *Géographie de la colère. La violence à l'âge de la globalisation*, Petite bibliothèque Payot, Paris, 2009.

¹¹ <https://anr.fr/fr/detail/call/appel-a-projets-flash-covid-19/>

¹² <https://journals.openedition.org/gc/11838>

BARBE, F. « La « zone à défendre » de Notre-Dame-des-Landes ou l’habiter comme politique », *Norois*, 238-239 | 2016, 109-130.

BARTHE L., SIBERTIN-BLANC M., « Le bien vivre dans les territoires de proximité : des facteurs aux capacités requises. L’exemple en Occitanie », *HAL*, 2018.

BEGAUDEAU F. et al. *Gilets jaunes, pour un nouvel horizon social*, Au Diable Vauvert, 2019, 236 p.

BENRAAD, M., *Géopolitique de la colère. De la globalisation heureuse au grand courroux*, Le Cavalier Bleu, 2020, 182 p.

CHARMES, E., *La revanche des villages*, Seuil, 2019.

CHEMALY, S., *Rage Become Her: The Power of Woman’s Anger*, Simon & Schuster Ltd, 2018, 416 p.

COLLECTIF, *Gilets jaunes. Hypothèses sur un mouvement*, AOC, Éditions la découverte, 2019, 216 p.

COLLECTIF, *Le fond de l’air est jaune*, Le Seuil, 2019, 224 p.

COQUARD, B., *Ceux qui restent. Faire sa vie dans les campagnes en déclin*, La Découverte, 2019, 211 p.

DAMASIO A. (Coord.), « La bataille des imaginaires », *Socialter* hors-série n.8, 2020

DECHÉZELLES S. ; OLIVE, M. « Introduction. Lieux familiers, lieux disputés – dynamiques des mobilisations localisées », *Norois*, 238-239, 2016, <http://norois.revues.org/5843>

DELPIROU A., « La couleur des gilets jaunes », *La Vie des idées*, 23 novembre 2018.

FLORIS B. ; GWIAZDZINSKI L., *Sur la vague jaune. L’utopie d’un rond-point*, Elya éditions, 2019, 213 p.

HUYGHE F-B ; DESMAISON X., LICCIA D., *Dans la tête des gilets jaunes*, VA Press, 2019, 128 p.

JEANPIERRE L., *In Girum. Les leçons politiques des ronds-points*, La Découverte, 2019, 192 p.

LAMBERT, A. ; DIETRICH-RAGON P. ; BONVALET C. « Des femmes et des ronds-points », *AOC* <https://aoc.media/analyse/2019/01/23/femmes-ronds-points/>, 22 janvier 2019.

LATOURE, B., *Où atterrir ? Comment s’orienter en politique*, La Découverte, 2017.

LE GALL, G. ; CIZEAU T ; TRAVERSE L. *Justice et respect. Le soulèvement des Gilets jaunes*, Syllepses, 2019, 208 p.

LECLER S., « Les difficultés des « gilets jaunes » sont la conséquence de cinquante ans de politique d’urbanisme », *Le Monde des Idées*, 02 janvier 2019.

LUSSAULT M., *Hyper-lieux. Les nouvelles géographies de la mondialisation*, La couleur des idées, Seuil, 2017.

LUSSAULT M., Des ronds-points et de la condition périurbaine, *AOC* <https://aoc.media/analyse/2019/01/10/la-condition-periurbaine/>, 9 janvier 2019.

NOIRIEL, G ; TRUONG, N. *Les Gilets jaunes à la lumière de l’histoire*, Éditions de l’Aube, 2019, 130 p.

RIPPOL F., *La dimension spatiale des mouvements sociaux. Essais sur la géographie et l’action collective dans la France contemporaine à partir des mouvements de « chômeurs » et « altermondialistes »*, Thèse de doctorat, 2005

SCHEIDLER F., *La fin de la mégamachine. Sur les traces d’une civilisation en voie d’effondrement*. Seuil Anthropocène, 2020, 611 p.

TAULELLE et al. « Les services publics sont des instruments de cohésion sociale qui structurent les territoires », *Le Monde*, 18 janvier 2019.

VANDEPITTE F. *Le petit livre des Gilets jaunes*, First, 2019, 160 p.

ZANCARINI-FOURNEL M.(a), « Les femmes ont une place majeure dans l’histoire populaire », *Libération*, 23 février 2019.

ZANCARINI-FOURNEL M. (b), Communication Université de Chicago à Paris, 30 janvier 2019.

ZASK J., *Quand la place devient publique*. Lormont. Le Bord de l’eau, 2018.

SOMMAIRE DU NUMÉRO

GÉOGRAPHIE DE LA COLÈRE : RONDS-POINTS ET PRÉS CARRÉS

5 Introduction : lieux de colère, spatialisation des luttes, territorialisation du politique

Dominique CHEVALIER et Mariette SIBERTIN-BLANC

21 Les mobilisations en faveur du maintien des services publics : la colère des territoires ruraux de faible densité

Ygal FIJALKOW et François TAULELLE

41 Des lieux de manifestations aux territoires de la révolte : quelle(s) cartographie(s) du mouvement des Gilets jaunes ?

Sylvain GENEVOIS

61 Contribution à une géographie des gilets jaunes : des centres urbains de la colère aux ronds-points de la contestation

Alexandre GONDREAU et Sébastien BRIDIER

81 Géographies en actes : du rond-point à la scène jaune

Luc GWIAZDZINKI et Bernard FLORIS

99 Les ronds-points de la « France moche », acteurs politiques inattendus d'une mobilisation sociale inédite : quelques pistes de théorisation post-matérialiste et latourienne

Nicolas EL HAÏK-WAGNER

117 Le mouvement des Gilets jaunes, révélateur du rapport populiste à l'espace

Philippe GENESTIER et Claudine JACQUENOD-DESFORGES

139 L'opposition aux projets éoliens terrestres, une forme de contestation « territorialisée »

Romain GARCIA

157 Insécurité, déprise et colère : les répercussions spatiales des violences faites aux femmes

Éva SAN MARTIN

175 « Black lives matter » : mobilisation politique des Noirs contre le racisme systémique dans l'Amérique d'Obama

Charlotte RECOQUILLON

197 Par-delà tout culturalisme géopolitique, un « régime global de colère »

Entretien avec Myriam BENRAAD